

déficits aux dépens des autres. Succomber à cette tentation serait se montrer défaitiste et ne ferait qu'empirer la situation économique mondiale.

Le Canada, pour sa part, continue d'insister sur la libéralisation et l'élargissement du commerce international. La situation actuelle exige que l'on continue patiemment à établir des ponts entre les nations plutôt que d'ériger de nouveaux obstacles.

Le gouvernement canadien appuie le Fonds monétaire international, la Banque mondiale; il compte que ces organismes détermineront les points susceptibles de maintenir et même de renforcer la coopération nécessaire pour affronter les problèmes actuels du rétablissement de la balance des paiements, du recyclage des pétrodollars et de l'aide aux pays en voie de développement. Le gouvernement appuie aussi l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui, espère-t-on, entreprendra en 1975 une nouvelle ronde de négociations en vue de faciliter encore davantage l'accès aux marchés mondiaux. C'est là un instrument important capable de fournir un cadre plus substantiel au développement du commerce mondial.

Nous sommes pleinement conscients que notre première tâche consiste à favoriser la croissance du commerce canadien. Toutes les ressources du Ministère sont engagées à l'appui des accords de coopération entre les nations afin de surmonter les difficultés aiguës que présente la conjoncture internationale.

S/A